

Les cryptomonnaies: une technologie au service de la criminalité?

30 May 2024 - 07:00

| Leon Curti, Digital Asset Solutions AG

2 minutes de lecture

Partie 2. Les chiffres en disent plus long que les mots. Seule une fraction du volume en bitcoin est détournée à des fins illégales.



©Keystone

Chaque année, la société d'analyse de la chaîne de blocs Chainalysis publie un rapport détaillé sur la criminalité liée aux cryptomonnaies. Et chaque année, la part de l'activité criminelle dans le volume total est minime.

Mystère, spéculations, fantasmes. Dans une série en trois parties, nous démystifions quelques légendes à la peau dure.

«ACTEURS SANCTIONNÉS»

En 2023, seulement 0,34% du volume de cryptomonnaie était lié à une activité illégale. Plus de la moitié de cette activité entre dans la catégorie des «acteurs sanctionnés».

Autrement dit, le volume total de la cryptobourse russe Garantex, qui figure sur la liste des sanctions des États-Unis, fait partie des flux financiers illégaux en crypto-monnaies. Et ce, bien que la plupart des utilisateurs ordinaires utilisent la bourse pour leurs transactions cryptographiques.

99,66% DANS LE CADRE LÉGAL

A l'inverse, on peut constater que plus de 99% de toutes les interactions avec les cryptomonnaies se situent dans le cadre légal.

Les utilisateurs investissent dans des actifs numériques pour se protéger contre la dévaluation des devises, spéculent sur les tendances à venir, participent à un écosystème décentralisé d'applications financières alternatives («DeFi») et envoient chaque jour des centaines de millions de dollars en cryptomonnaies à des connaissances dans d'autres pays. L'activité criminelle est donc une minuscule application de niche qui diminue chaque année grâce à l'amélioration des méthodes d'analyse.

LES BANQUES TRADITIONNELLES

A titre de comparaison: selon les estimations de The Economist, 500 milliards à 1,5 billion de dollars sont blanchis chaque année par les banques traditionnelles. Cela représente environ la totalité de la capitalisation boursière du bitcoin. Au total, on estime que le blanchiment d'argent représente entre deux et cinq pour cent du produit intérieur brut mondial.

Seule une fraction d'un pour cent de cette part est liée aux cryptomonnaies. Outre les institutions financières traditionnelles, le véhicule de paiement préféré des criminels est et reste l'argent liquide. Enfin, les criminels rencontrent deux problèmes importants lorsqu'ils utilisent des cryptomonnaies.

Comme expliqué dans la première partie de cette série, toutes les transactions peuvent être retracées publiquement via la blockchain. Les criminels ne pourront jamais se débarrasser de la «paper trail». Même des années plus tard, les autorités peuvent prouver les transferts illégaux.

Par exemple, en 2022, le ministère américain de la justice a arrêté un couple qui tentait depuis 2016 de blanchir des cryptomonnaies volées à la cryptobourse Bitfinex. Chaque transaction a pu être retracée jusqu'à son origine.

SURVEILLANCE STRICTE DES PONTS

Si un criminel devait malgré tout recevoir une somme considérable de cryptomonnaies sans s'en rendre compte, le problème suivant se poserait. Dans la vie quotidienne actuelle, les monnaies numériques ne peuvent être utilisées comme moyen de paiement que dans très peu d'endroits.

Et même dans ce cas, il existe une limite supérieure de 1000 francs (la limite exacte peut légèrement varier au niveau international). Quiconque souhaite effectivement dépenser des cryptomonnaies escroquées doit les transférer dans le système de fiasco via une bourse.

KYC

Mais les cryptobourses sont soumises à des exigences similaires à celles des courtiers traditionnels. Sans vérification de l'identité (Know Your Customer, KYC) et analyse de l'origine des fonds, les utilisateurs ne peuvent pas déplacer des sommes considérables via les bourses.

C'est ce que garantit le niveau avancé de la réglementation mondiale des fournisseurs de services cryptographiques. Et sur cet aspect également, la Suisse est en première ligne.

Deuxième volet d'une série de trois articles.

*Partie 1: **«Blanchiment, terrorisme, Dark Web? Petit essai de démystification»***

*Partie 3: **«L'Internet aussi fut accusé de servir en premier lieu des activités criminelles.»***

**Leon Curti**

Leon Curti a étudié les sciences politiques ainsi que la banque et la finance à Zurich. Les implications politiques et économiques des crypto-monnaies décentralisées l'ont immédiatement enthousiasmé. Depuis 2017, il suit activement la scène cryptographique. Il a une connaissance approfondie de l'écosystème de la blockchain et se spécialise dans la génération de rendement / yield farming.



Digital Asset Solutions jette un pont entre la finance traditionnelle et la nouvelle économie de la blockchain : l'expérience des marchés établis et des nouveaux marchés permet à l'équipe d'experts de proposer des conseils sur l'utilisation des cryptomonnaies. La législation avant-gardiste en Suisse ainsi que le réseau de prestataires de services financiers de premier plan permettent de couler ces stratégies dans des produits réglementés.